

Sujets de préoccupation récents

- **L'ignorance inacceptable du premier ministre Trudeau au sujet de la guerre de Corée**
– *Nick Lin* –

Le peuple cubain surmonte vaillamment le grave revers à Matanzas

- **Des efforts héroïques pour maîtriser l'incendie**
- **Condoléances du PCC(M-L) à l'occasion du décès de José Ramon Balaguer Cabrera**

Pour la Palestine, exister c'est résister!

- **Ce qu'exige le martyr des enfants palestiniens**
– *Pierre Soublière* –
- **Nouvelles mesures de répression d'Israël contre la résistance palestinienne**
 - **Poursuite contre les étudiants de l'Université McGill qui soutiennent la Palestine**
 - **Le racisme anti-palestinien dans les écoles de l'Ontario**
– *Le Congrès palestinien canadien* –
 - **Des manifestants au Canada affirment avec force le droit d'exister des Palestiniens**
- **Les participants aux actions internationales se tiennent aux côtés de Gaza contre les bombardements israéliens**

Sujets de préoccupation récents

L'ignorance inacceptable du premier ministre Trudeau au sujet de la guerre de Corée

– *Nick Lin* –

Le 27 juillet 1953 est la date à laquelle un accord d'armistice a été signé entre la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et les États-Unis pendant la guerre de Corée. Cet armistice ne s'est pas encore traduit par un traité de paix stable. Depuis le premier jour, les conditions de l'armistice ont été violées par les États-Unis à maintes reprises, notamment par leur refus de signer un accord de paix permanent. Pour sa part, le Canada, qui a fait la guerre au peuple coréen avec 22 autres pays membres de l'ONU, sous le drapeau de l'ONU, a désigné le 27 juillet « Journée des anciens combattants de la guerre de Corée ».

Le nom de cette journée et son prétendu objectif d'« honorer les anciens combattants canadiens de la guerre de Corée » servent carrément à répandre la désinformation au sujet de la guerre de Corée et de sa cause. Cette année, le premier ministre Trudeau a lâchement montré sa servitude envers la falsification impérialiste de l'histoire par les États-Unis en affichant son ignorance de la cause de la guerre de Corée. Il a répété la tirade anticommuniste américaine bien connue qui

prétend que les États-Unis défendaient la liberté et les valeurs européennes lorsqu'ils ont divisé la Corée en deux au 38e parallèle, ramené les occupants japonais – que le peuple coréen avait vaincus en versant beaucoup de sang – pour administrer la partie sud de la Corée, puis déclaré cette région République de Corée. Puis, lorsque les États-Unis sont intervenus dans la guerre civile qu'ils avaient instiguée et que la RPDC a défendu la nation coréenne, ils l'ont accusée d'« agression » et ont déclenché la guerre la plus odieuse contre tout le peuple coréen, agression durant laquelle des crimes indicibles ont été commis, notamment l'utilisation d'armes biologiques et le massacre de la population[1].



Le premier ministre affirme que la guerre de Corée a été commencée par la RPDC, que ce fut « le premier acte d'agression posé ouvertement depuis la création de l'Organisation des Nations unies (ONU) » et que « devant cet acte illégal, non provoqué et injustifiable, le Canada a uni ses forces à celles de ses alliés et partenaires dans le cadre d'une mission de l'ONU visant à rétablir la paix dans la péninsule coréenne ». Selon le premier ministre, les anciens combattants ont mené un combat « contre le totalitarisme brutal sur terre, en mer et dans les airs ». Les soldats canadiens morts au combat « ont fait le sacrifice ultime pour notre pays », a déclaré Justin Trudeau.

Plus personne ne croit ces balivernes, M. Trudeau. Vos tentatives d'effacer le peuple coréen, du nord comme du sud, et sa lutte héroïque pour son indépendance et sa liberté pour rejeter le joug de l'occupant américain, ce qui était l'essence de la guerre de Corée, ne réussiront pas. L'inconcevable barbarie commise par les forces américaines et le rôle des forces du Canada et d'autres pays ne fait pas du tout honneur au Canada.

Justin Trudeau termine sa déclaration en reprenant le mythe du Canada en tant que gardien de la paix. Après que les États-Unis et leurs alliés n'ont pas réussi à remporter la victoire et que la situation les a contraints à signer une convention d'armistice pour mettre fin aux combats, dit-il, « les Canadiens sont restés dans la région pour préserver la paix et, encore aujourd'hui, ils sont présents au sein du Commandement de l'ONU. Leur service constant a aidé à jeter les bases du pays prospère et démocratique qu'est la Corée du Sud de nos jours et à tisser des liens indéfectibles entre nos peuples. »

Le Canada n'a toujours pas levé le petit doigt pour payer sa part de réparations pour les crimes commis contre le peuple coréen. Il n'a pas respecté ses engagements de nouer des relations diplomatiques avec la RPDC, ni soutenu le profond désir de réunification du peuple coréen et le retrait des forces américaines et des armes nucléaires de la Corée du Sud, comme le stipule l'accord d'armistice. Au lieu de cela, il participe à des manoeuvres militaires visant ouvertement le changement de régime en RPDC et prend part au blocus naval illégal de la RPDC dans le cadre de l'opération NEON.



La RPDC a donné une réponse appropriée à la déclaration du premier ministre, dans laquelle elle expose comme suit les faits concernant le rôle du Canada en Corée :

« Le Canada continue de jouer le rôle de suiveur actif et de brigade de choc dans l'application de la politique hostile des États-Unis envers la RPDC. [...] Le Canada ne pourra jamais se disculper du crime de guerre qu'il a commis en détruisant des maisons et en tuant des millions de résidents innocents, en suivant la ligne des États-Unis. [...] C'est nul autre que le Canada qui envoie ses forces aériennes et navales dans les environs de la péninsule coréenne plusieurs fois par année et qui fourre son nez dans les exercices militaires conjoints dirigés par les États-Unis qui ciblent notre pays. »

La déclaration du premier ministre Trudeau faisant l'éloge des crimes des États-Unis et de leurs alliés dans la guerre de Corée est une infamie pour le peuple canadien qui veut que le Canada soit une véritable force de paix dans le monde et qu'il respecte la diplomatie et les principes des relations internationales. La déclaration du premier ministre montre la servilité des cercles dirigeants au Canada envers les États-Unis et témoigne encore de l'intégration du Canada dans la machine de guerre des États-Unis et son objectif d'écraser la RPDC. C'est indigne et inacceptable.

*Faisons du Canada une zone de paix !
Bas les pattes de la Corée !*

Note

1. « La signature de l'armistice de la guerre de Corée – 27 juillet 1953 : Les États-Unis doivent cesser toutes les provocations contre la RPDC et signer un traité de paix maintenant !
», Nick Lin et Philip Fernandez »

Le peuple cubain surmonte vaillamment le grave revers à Matanzas **Des efforts héroïques pour maîtriser l'incendie**

– Photos –

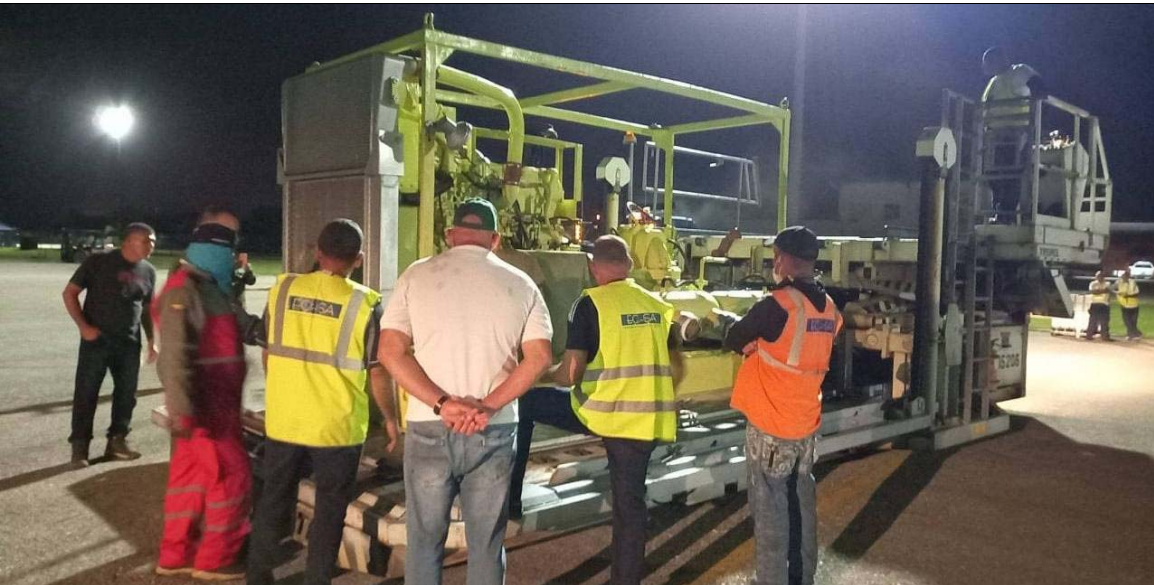






















La dernière photo montre la baie de Matanzas le 13 août. La photo a été publiée par le bureau du président de Cuba sur Twitter avec la note suivante : « Une fois les flammes éteintes, une autre étape très douloureuse commence : la recherche des disparus. Nos accolades aux familles. »

(Photos : Granma, Cuba Debate, Presidencia Cuba)

Condoléances du PCC(M-L) à l'occasion du décès de José Ramon Balaguer Cabrera

Le 18 juillet, Anna Di Carlo, dirigeante nationale du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), a envoyé une lettre de condoléances à Miguel Diaz-Canel Bermudez, premier secrétaire du Comité central du Parti et président de la République et, par son intermédiaire, au Parti communiste de Cuba et au peuple cubain, à l'occasion du décès du commandant José Ramon Balaguer Cabrera.

Le corps de la lettre d'Anna Di Carlo est publié ci-dessous :

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès du camarade Balaguer. Nos rapports avec lui lorsqu'il dirigeait le Département des relations internationales du Comité central ont toujours été une source de joie. Le camarade Balaguer avait une façon de présenter clairement, succinctement et avec une confiance révolutionnaire les défis auxquels sont confrontés le Parti, le peuple et le pays ainsi que l'ensemble du mouvement communiste et ouvrier international à la lumière de la contre-révolution mondiale lancée au début des années 1990.



Le commandant José Ramón Balaguer Cabrera

Le camarade Balaguer a imprégné son mandat du sens de l'histoire, de l'éthique, de l'enthousiasme révolutionnaire, de la confiance dans le peuple et l'humanité de Fidel. Leur patriotisme s'est accompagné de mesures concrètes et audacieuses de solidarité internationale. Nous pourrions continuer ainsi, en appréciant par exemple le sens de l'humour à la fois calme et aiguisé de José Ramon Balaguer qui accompagnait ses observations, ainsi que la patience dont il a toujours fait preuve.

Alors que nous affrontons les difficultés et les défis d'aujourd'hui, nous réfléchissons à la vie digne de José Ramon Balaguer en tant que combattant de la lutte clandestine et de l'Armée rebelle, membre fondateur du Parti communiste de Cuba, médecin, diplomate, député de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, membre du Comité central du Parti et, depuis la difficile conjoncture historique qui s'est installée au début des années 1990, ministre de la Santé

publique puis chef du Département des relations internationales du Comité central du Parti communiste de Cuba. Dans ce dernier rôle, nous le voyons dans notre esprit présenter les positions de Cuba révolutionnaire avec autorité et franchise, en soulignant la nécessité de mener la lutte idéologique contre l'ennemi pour défendre la cause de l'humanité et aussi dans les rangs des forces progressistes et des partis communistes eux-mêmes pour défendre les idéaux révolutionnaires et s'attaquer aux lacunes.

Notre admiration pour les membres de la génération historique et des fidèles de Fidel et Raul comme José Ramon Balaguer nous amène à réfléchir à nouveau à l'importance de leurs contributions à la cause du peuple cubain et de sa Révolution et de Cuba révolutionnaire dans le monde d'aujourd'hui. Nous réaffirmons notre engagement à défendre la souveraineté de Cuba, à vaincre le blocus criminel des États-Unis et à aller de l'avant tous ensemble pour nous attaquer aux problèmes que la voie du progrès nous impose.

Avec nos plus sincères condoléances à la famille du camarade Balaguer, à ses proches camarades et amis, au Parti et au peuple cubain, nous nous joignons à vous pour pleurer sa perte et rendre hommage à tout ce pour quoi il a vécu et combattu.

Pour la Palestine, exister c'est résister!

Ce qu'exige le martyr des enfants palestiniens

– Pierre Soublière –

Au cours de la fin de semaine du 5 au 7 août, Israël a une fois de plus mené des frappes dans la bande de Gaza, tuant au moins 46 Palestiniens, dont 16 enfants et 4 femmes. Trois cent onze Palestiniens auraient été blessés. L'armée israélienne a annoncé qu'elle avait ciblé 140 positions dans Gaza.

Au moment de la guerre israélienne meurtrière dans la bande de Gaza, des centaines de colons juifs israéliens ont envahi la mosquée de Al-Aqsa à Jérusalem-Est dimanche, protégés par un grand nombre de policiers israéliens.



Les médias monopolisés portent des grands titres comme « Les affrontements continuent entre Israël et la bande de Gaza », « Escalade de la violence », présentant ces crimes contre l'humanité comme une riposte légitime de défense, alors que ces attaques font partie de violences et d'expulsions incalculables qui perdurent depuis des décennies et qui ont pris une nouvelle ampleur en mai dernier. Cette façon d'interpréter la réalité ressemble à l'intervention d'une porte-parole israélienne au Conseil de sécurité de l'ONU qui, en mai dernier, attribuait la violence de son propre gouvernement au peuple palestinien lui-même, appelant ceux qui se défendent et manifestent contre les crimes de l'occupant des « terroristes palestiniens » et prétendant que s'il existe des « tensions », c'est en raison d'une « culture de haine et d'hostilités diffusée dans les livres scolaires des enfants palestiniens depuis des décennies ».

Le droit d'être des enfants palestiniens ne s'apprend pas dans les livres. Il leur appartient de par leur humanité, et l'occupation continue par laquelle les enfants comme eux sont arrêtés, incarcérés, torturés et tués accroît leurs aspirations de justice et de paix ainsi que leur conviction et leur amour pour une Palestine libre.



Ces frappes ont eu lieu alors qu'Israël va de l'avant avec des plans pour construire plus de 4 000 unités de logement dans les colonies de la zone C du territoire occupé en Cisjordanie, ainsi que pour la destruction de maisons et de structures palestiniennes et l'expulsion de 1 200 Palestiniens. En avril 2022, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU adoptait des résolutions au titre de la

situation des droits humains en Palestine, réaffirmant le droit inaliénable, permanent et absolu du peuple palestinien à disposer de lui-même et engageant Israël en tant que puissance occupante à mettre fin immédiatement à son occupation du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et à lever tous les obstacles à l'indépendance politique, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Palestine. Une de ces résolutions exige aussi qu'Israël mette fin immédiatement à toutes ses activités de colonisation dans l'ensemble du territoire palestinien et dans le Golan syrien occupé.

Ces résolutions, pourtant très claires, ne faisaient pas partie des considérations du gouvernement canadien lorsqu'en juillet dernier il publiait un rapport intitulé *Montée de l'extrémisme violent à caractère idéologique au Canada*, dans lequel il rejette la « démonisation » et la « délégitimation » de l'État d'Israël et condamne toutes tentatives par des organisations, groupes ou individus, y compris des associations de campus universitaires, de promouvoir ces « opinions », au pays et à l'étranger. La ressemblance entre de telles déclarations et celles d'Israël sur la « culture de la haine » saute aux yeux. Tout comme Israël lui-même, le gouvernement canadien présente une histoire faussée et ignore les innombrables résolutions adoptées aux Nations unies, condamnant Israël pour sa violation des droits fondamentaux du peuple palestinien.

Les faits sont les faits, et non des « opinions » visant à « propager la haine ». En 2004, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens protestait contre l'intrusion dans certains de ses bureaux des Forces de défense israéliennes, qui avaient tiré en direction d'un de ses collaborateurs internationaux et avaient retenu le représentant de l'agence pendant trois heures, menotté et les yeux bandés. Deux ans plus tôt, l'ancien responsable de l'organisme, Iain Hook, avait été tué par balle par un soldat israélien. Plus récemment, la journaliste palestino-américaine Shireen Abu Akleh a été tuée par les forces israéliennes alors que les autorités israéliennes ont refusé de rendre des comptes, tenant encore une fois les Palestiniens eux-mêmes responsables de sa mort. Dénoncer sa mort et exiger que justice soit rendue n'est pas un « crime haineux ».



Une rue de Ramallah est renommée en hommage à la journaliste Shireen Abu Akleh, 13 août 2022.

Voilà le mépris total d'Israël pour les décisions de la communauté internationale, pour les droits humains et les normes internationales les plus fondamentales, mépris que le gouvernement canadien partage au nom de nobles idéaux. Pour ce qui est de leur dédain des normes de comportement humain les plus fondamentales, la liste est longue, et c'est ce que le gouvernement canadien tente de dissimuler avec ses histoires de « démonisation » et ses efforts pour empêcher que les faits soient connus et que justice soit rendue. Cela ne doit pas passer !

C'est lâche et condamnable que de vouloir réduire au silence le courageux peuple palestinien,

que ce soit en Palestine ou dans la diaspora. Mais comme l'a démontré à maintes reprises la communauté palestinienne au Canada et au Québec et de par le monde, elle ne se taira jamais. Toute personne éprise de justice et de liberté n'acceptera ni ne permettra de telles mesures répressives et obscurantistes qui appuient des activités criminelles et cherchent à retarder le jour où l'État d'Israël aura à rendre des comptes à la communauté internationale.

(Photos : Days of Palestine, Palestine Responds)

Nouvelles mesures de répression d'Israël contre la résistance palestinienne



Funérailles à Naplouse, le 9 août, pour trois jeunes tués dans cette ville par l'armée israélienne

Ce qui suit sont des extraits d'un article intitulé « Le gréviste de la faim et le 'lion de Naplouse' » par Mariam Barghouti, publié le 10 août sur le site web Mondoweiss.

Le 9 août 2022, les forces israéliennes ont tué quatre Palestiniens dans deux incidents distincts. À Naplouse, trois Palestiniens, dont Ibrahim Nabulsi, un remarquable résistant des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa (l'aile armée du Fatah), ont été assassinés en plein jour dans un raid militaire, alors qu'au Hébron Jaber Momin, 17 ans, a été tué dans lors de confrontations, les forces d'occupation ayant raflé la ville[1]. En outre, la mort d'Ibrahim Nabulsi, « le lion de Naplouse », est liée à la lutte continue du prisonnier palestinien Khalil Awawdeh, dont la grève de la faim se poursuit depuis cinq mois, et qui est maintenant détenu dans l'infirmerie de la prison de Ramleh.



Tous ces incidents font partie de la même histoire — la campagne israélienne visant à éradiquer la résistance palestinienne.

La récente série de tueries par Israël, y compris l'assassinat de Nabulsi et le meurtre de Hussein

Taha, 16 ans, a eu lieu à peine 48 heures après la déclaration d'un cessez-le-feu négocié par l'Égypte pour mettre fin au plus récent assaut israélien contre Gaza — nommé opération Breaking Dawn[2]. L'objectif de Breaking Dawn était de cibler de façon préventive des membres du mouvement du Jihad islamique palestinien (JIP) que l'armée israélienne « soupçonnait » d'avoir planifié une attaque contre Israël.

Cependant, le fait de se concentrer sur le JIP visait à dissimuler ce qui avait eu lieu plusieurs semaines avant l'attaque. L'armée israélienne avait entrepris une série d'opérations en Cisjordanie comme partie intégrante de l'opération Break the Wave, lancée au printemps de cette année[3]. Le 24 juillet, l'armée israélienne a envahi l'ancienne ville de Naplouse, attaquant de nombreuses maisons et des secteurs résidentiels de balles réelles, d'explosifs et de gaz lacrymogène.

[...]

Un aspect essentiel de l'accord de cessez-le-feu du Jihad islamique palestinien était le respect de trois principales revendications : la libération du dirigeant principal du JIP, Bassam al-Saadi (que l'armée israélienne détenait à Jenin le 1 août), qu'Israël arrête de prendre pour cibles les membres du JIP ou leurs affiliés en Cisjordanie, et la libération immédiate du gréviste de la faim Khalil Awawdeh, 41 ans, en détention administrative sans procès ni accusation.

[...]

Le 5 janvier, Awawdeh devait être libéré suite à son arrestation par les autorités israéliennes sur des allégations d'incitation sur son compte Facebook, mais son cas en est devenu un de détention administrative quelques jours plus tard. Selon le rapport trimestriel de janvier-mars de Ramleh, neuf personnes avaient été incarcérées par Israël pour incitation[4]. Awawdeh a entamé sa grève de la faim il y a 150 jours pour contester sa détention administrative. En raison de la détérioration de son état de santé, il n'a pu comparaître devant les tribunaux le 9 août, puisqu'il est toujours en détention dans l'infirmerie de la prison de Ramleh à l'intérieur de la Ligne verte. Cette pratique de transporter des personnes occupées hors du territoire occupé est illégal en vertu du droit international. L'état de santé d'Awawdeh continue de se détériorer, et il continue d'être illégalement retenu en détention administrative. En effet, Israël agit hors la loi de façon routinière pour atteindre ses objectifs de « sécurité ». Un important exemple est le meurtre extrajudiciaire de Nabulsi et des dirigeants du JIP tels que Tayseer Jaabari à Gaza. Ce que ces cas ont en commun c'est qu'ils sont décidés et exécutés sur la base de spéculations par les autorités et les agences de renseignements de l'armée israélienne.



Action le 1er août 2022 en appui au gréviste de la faim Khalil Awawdeh, devant l'édifice de la Croix-Rouge à Gaza

[...]

Comme l'état de santé d'Awawdeh continue de se détériorer, Israël semble nier que la libération de Saadi et d'Awadeh était un élément essentiel de l'accord de cessez-le-feu[5]. Et pourtant, l'assassinat ciblé et brutal d'un jeune de 19 ans dont la réalité a voulu qu'il devienne un résistant n'est pas le propre d'une faction politique unique, mais s'étend de Gaza à Jenin à Naplouse, et aux communautés palestiniennes ayant la citoyenneté israélienne, comme nous l'avons vu dans la ville de Lydd l'année dernière[6]. Alors qu'un sentiment de deuil pèse sur les Palestiniens, il existe de nouvelles craintes d'attaques renouvelées par l'armée israélienne et des colons enhardis contre les villes et villages palestiniens[7].

Puisque les capacités de renseignement et anti-insurrectionnelles de l'armée israélienne sont parmi les plus développées au monde sur le plan technologique, activement appuyées par les États-Unis, la résistance palestinienne est poussée de plus en plus à la clandestinité. Awawdeh continue de lutter le ventre vide. Nabulsi était un jeune de 19 ans ayant refusé d'accepter l'agression militaire israélienne, et Israël l'a par conséquent ciblé, lui et ses camarades, non pas pour des « raisons de sécurité », mais en raison de ce qu'ils sont devenus — des symboles de la résistance et de l'espoir d'une éventuelle libération.



Notes

1. [Voir le lien](#)
2. [Voir le lien](#)
3. [Voir le lien](#)
4. [Voir le lien](#)
5. [Voir le lien](#)
6. [Voir le lien](#)
7. [Voir le lien](#)

(Photos : Wafa, Mondeweiss. Traduction : LML)

Poursuite contre les étudiants de l'Université McGill qui soutiennent la Palestine

B'nai Brith Canada a annoncé dans un communiqué de presse du 27 juillet qu'il « soutient la poursuite d'un étudiant de McGill contre l'université pour avoir omis de retenir les frais d'études » après ce qu'il appelle « des référendums anti-Israël répétés »[1].

La poursuite nomme l'Université McGill, l'Association étudiante de l'Université McGill (l'AÉUM) et Solidarité pour les droits humains palestiniens McGill (SPHR), qui a fait la promotion du référendum.

Dans son communiqué, B'nai Brith Canada déclare que « les membres de l'AÉUM ont approuvé un document accusant Israël de se livrer à un 'apartheid colonial contre les Palestiniens' et engageant l'AÉUM à boycotter toutes les entités 'complices' de cette activité, entre autres mesures. Le libellé du document était si large qu'il aurait obligé l'AÉUM à boycotter pratiquement tous les clubs et associations juifs du campus. »

B'nai Brith ajoute qu'il « a déjà demandé à l'université de ne pas financer la société étudiante et, bien qu'elle ait reçu l'assurance que McGill le ferait, elle continue de financer l'AÉUM. Pour aggraver les choses, McGill viole son propre protocole d'entente, promettant de cesser de financer l'AÉUM dans le cas où elle participerait au boycott d'Israël ou de groupes affiliés. »

Le communiqué tente de mettre sur le même pied le judaïsme et le sionisme, et de dépeindre comme « anti-Israël » la lutte de résistance légitime des Palestiniens face à l'occupation illégale et l'annexion en cours de leur patrie par les forces israéliennes. Michael Mostyn, directeur général de B'nai Brith Canada, a déclaré : « Il est inexplicable que McGill autorise un référendum anti-Israël après l'autre et continue à financer des activités qui violent ses propres politiques. En agissant ainsi, elle participe à la création d'un environnement antisémite. »

Pour enfoncer encore plus le clou en affirmant que les étudiants et les jeunes canadiens doivent abandonner leur combat juste et légitime en faveur de la cause palestinienne, Sam Goldstein, directeur des affaires juridiques de B'nai Brith Canada a déclaré : « Que cela serve d'exemple à toutes les universités du Canada qui autorisent ce type d'activité sur le campus. B'nai Brith ne tolérera plus cela. ... Ces types de référendums ne sont pas limités à McGill, c'est un problème dans les universités à travers le Canada, et nous espérons que les autres universités y prêtent attention. »

Le voleur qui crie « Au voleur ! »

Le plaignant – un étudiant juif de troisième année à McGill – est soutenu exclusivement par le Programme de défense juridique de B'nai Brith Canada.

« Nous défendons cet étudiant juif et, à travers lui, tous les étudiants juifs du campus qui ne se sentent pas en sécurité et ne sont pas les bienvenus en raison des référendums anti-Israël continus de leur société étudiante », a déclaré Michael Mostyn.

Il est intéressant de noter que l'« étudiant juif de troisième année à McGill » n'est pas un spectateur innocent dans cette affaire. Il écrit régulièrement pour un journal local appelé *The Suburban*, dans un quartier majoritairement juif de Montréal, et en mars, l'un de ses articles d'opinion a été publié dans le *Jerusalem Post*[2]. Dans cet article, il prend pour cible une professeure de l'Université McGill d'origine libanaise pour sa prise de position en faveur de la cause palestinienne, assimilant son soutien aux Palestiniens qui résistent à l'annexion à une « attaque du discours de paix avec Israël ». Elle a travaillé avec « Samah Idriss, la défunte écrivaine libanaise et militante antisioniste » qui « a également fait l'éloge du boycott, du désinvestissement et des sanctions contre Israël (BDS) ». Il a tenté de la dépeindre comme « semblant soutenir le terrorisme » dans un article que la rédaction du *McGill Daily* a refusé de publier.

En tant que citoyen américain, il est membre du Committee for Accuracy in Middle East Reporting and Analysis (CAMERA), une organisation américaine pro-israélienne qui promeut l'idée qu'Israël est injustement visé par les médias[3]. Les membres du CAMERA reçoivent 1 500 \$ et doivent mener un certain nombre d'activités sur le campus, notamment «

surveiller les médias du campus, les salles de classe et les professeurs, ainsi que les événements anti-Israël »[4].

Il a mené sans succès une campagne pour rejeter comme illégitime une motion visant à soumettre la politique de solidarité avec la Palestine à un référendum ouvert à tous les étudiants de premier cycle, motion qui a été adoptée par l'Assemblée générale de l'AEUM en février, puis par son Conseil législatif.

Comme l'a déclaré un porte-parole du SPHR McGill lors du rassemblement du 10 août à Montréal en soutien à Gaza, les militants sont déterminés à poursuivre la lutte pour que les résultats du référendum de l'hiver 2022 sur la politique de solidarité avec la Palestine soient appliqués.

Question du référendum de l'hiver 2022 de l'AEUM

Question du bulletin de vote : « Acceptez-vous l'adoption par l'AEUM de la Politique de solidarité avec la Palestine ? »

Politique de solidarité avec la Palestine

Contexte et justification

Les statuts de l'AEUM stipulent que « l'AEUM s'engage à faire preuve de leadership en matière de droits de la personne [et] de justice sociale ».

Les étudiants de McGill ont toujours fait campagne pour le désinvestissement d'institutions ou de sociétés qui font preuve d'un manque de responsabilité, d'éthique et de respect pour les droits et la dignité d'autrui;

les étudiants palestiniens et pro-palestiniens s'efforcent depuis des années de sensibiliser leurs pairs à la complicité de l'Université McGill dans l'oppression des Palestiniens, tout en faisant face à de graves menaces à leur sécurité et à d'autres droits fondamentaux;

l'Université McGill investit ou collabore étroitement avec plusieurs sociétés et institutions complices d'un système bien établi d'apartheid colonial contre les Palestiniens;

ce système d'apartheid colonial se caractérise par un régime brutal de vol de terres, de postes de contrôle, de démolition de maisons, de destruction de l'environnement, de déportation et d'exécutions extrajudiciaires aux mains de soldats, de policiers et de colons;

sous ce même régime, les Palestiniens de la bande de Gaza continuent de vivre dans des conditions de plus en plus difficiles, sous un blocus destructeur, où les tentatives de protestation ou de résistance se heurtent aux balles des tireurs d'élite ou aux bombardements meurtriers;

l'Université McGill a coupé ses liens avec les institutions et les entreprises complices de l'apartheid sud-africain dans les années 1980, après un activisme étudiant concerté;

un nombre toujours croissant de syndicats étudiants, d'universités, de syndicats, de partis politiques et d'organisations religieuses ont appelé au boycott ou au désinvestissement des atrocités commises par les colons contre les Palestiniens, au Canada et dans le monde;

Mesures à prendre

Il est résolu :

L'AEUM fera campagne pour que l'Université McGill condamne publiquement la Mission Canari et les autres campagnes de surveillance ou de dénigrement contre les étudiants palestiniens et

pro-palestiniens.

L'AEUM fera au moins une déclaration publique par semestre, y compris une déclaration lors du Jour de la Nakba, réaffirmant la solidarité de l'AEUM avec les étudiants palestiniens et avec la libération de la Palestine de l'apartheid colonial. Chacune de ces déclarations sera rédigée par le Comité de solidarité avec la Palestine de l'AEUM.

L'AEUM boycottera complètement toutes les entreprises et institutions complices de l'apartheid colonial contre les Palestiniens.

L'AEUM fera campagne pour le boycott complet par l'Université McGill de toutes les entreprises et institutions complices de l'apartheid colonial contre les Palestiniens.

L'AEUM désinvestit complètement de toutes les entreprises complices de l'apartheid colonial contre les Palestiniens.

L'AEUM fera campagne pour le désinvestissement complet de l'Université McGill de toutes les sociétés complices de l'apartheid colonial contre les Palestiniens.

L'AEUM formera un Comité de solidarité avec la Palestine (CSP), composé d'au moins un coordonnateur de campagne politique de l'AEUM (président), d'un membre de l'exécutif de l'AEUM et d'au moins quatre membres de Solidarité pour les droits humains palestiniens McGill (SPHR).

En cas de question, de conflit ou d'incertitude concernant l'application correcte de la politique, le Comité de solidarité avec la Palestine prendra une décision contraignante, par un vote majoritaire. Cette décision devra ensuite être ratifiée par le corps étudiant lors du premier référendum subséquent de l'AEUM.

Cette politique restera en vigueur pendant une période de 5 ans, à partir du moment de son adoption par le corps étudiant.

Notes

1. « B'nai Brith annonce une poursuite contre McGill et ses clubs étudiants », 27 juillet 2022
2. « An anti-Israel professor teaches at McGill – opinion », Jonah Fried, *Jerusalem Post*, 23 mars 2022
3. « McGill student Jonah Fried sues his university and student union for anti-Israel referendum that was 'discriminatory, biased and antisemitic' », *The Canadian Jewish News*, 29 juillet 2022
4. « U.S. student, Israel lobby groups behind McGill lawsuit », Yves Engler, *Mondoweiss*, 9 août 2022

Le racisme anti-palestinien dans les écoles de l'Ontario – Congrès palestinien canadien –

Le 11 juillet 2022, le Congrès palestinien canadien (CPC) a déposé une plainte auprès du Tribunal des droits de la personne de l'Ontario (TDPO), alléguant que le ministère de l'Éducation de Doug Ford et deux conseils scolaires de l'Ontario ont fait preuve de discrimination raciale à l'égard des élèves palestiniens et de l'ensemble de la communauté palestinienne en supprimant une vidéo d'élève qui parlait des difficultés quotidiennes des Palestiniens vivant sous occupation militaire.

« Malheureusement, nous voyons de plus en plus ce type de racisme anti-palestinien dans le fonctionnement des écoles de l'Ontario, a déclaré le vice-président du Congrès, James Kafieh. Lorsque vous supprimez une vidéo sur la vie des Palestiniens sous l'occupation, vous envoyez un message très clair aux étudiants palestiniens et à leurs parents - vous dites qu'ils n'ont pas d'importance. Nous avons besoin d'un plan d'action pour éliminer ce racisme une fois pour toutes. »

En juillet 2020 ou aux alentours de cette date, le parent d'un élève qui suivait le cours d'été en ligne d'éducation civique et de citoyenneté de 10e année s'est plaint au Conseil scolaire de district de la région de York (YRDSB), ainsi qu'à un certain nombre d'organisations de défense des intérêts pro-israéliens, du contenu d'une vidéo d'élève qui, selon elle, « répandait des faussetés à des adolescents impressionnables » concernant la question Israël/Palestine.

Les principaux points soulevés par l'étudiant palestinien dans la vidéo sur Israël-Palestine étaient les suivants :

- Les Palestiniens de Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) et de Gaza vivent sous l'occupation israélienne illégale.
- L'occupation israélienne est violente par nature. La résistance palestinienne à l'occupation est compréhensible.
- Beaucoup plus de Palestiniens que d'Israéliens sont morts à cause de la violence liée à l'occupation israélienne.
- La paix et l'égalité exigent la fin de l'occupation israélienne.

Le 21 juillet 2020, le personnel de la YRDSB a envoyé un courriel au ministère de l'Éducation concernant l'utilisation de la vidéo. À la fin de la journée du 22 juillet 2020, le ministère et la YRDSB l'avaient identifiée et retirée, en invoquant son contenu antisémite.

Des avocats du nouveau Legal Centre for Palestine (LCP) aident le CPC dans sa demande auprès du TDPO. « Nous avons estimé que cette demande était importante étant donné la marée montante du racisme anti-palestinien dans les écoles à travers le pays », a déclaré Stephen Ellis. « Le gouvernement et ses amis du lobby israélien doivent comprendre que les Palestiniens ne toléreront plus ce racisme et qu'il existe un recours pour la suppression de cette vidéo en vertu du Code des droits de la personne de l'Ontario. L'apartheid israélien ne devrait pas diriger le curriculum de l'Ontario. »

La requête déposée nomme le Congrès palestinien canadien, le ministère de l'Éducation, le Conseil scolaire du comté de Simcoe et le Conseil scolaire du district d'Ottawa-Carleton comme parties.

Des manifestants au Canada affirment avec force le droit d'exister des Palestiniens

Montréal

Le 10 août, des drapeaux et des foulards palestiniens ont coloré le square Dorchester alors que des centaines de personnes, en grande majorité des jeunes, participaient à une manifestation d'urgence, en solidarité avec la population de Gaza. Ils étaient là pour rendre hommage à la résistance héroïque du peuple palestinien contre la terreur sioniste et pour exiger la fin de la

politique de l'apaisement du Canada envers la violence coloniale israélienne.



L'action était organisée par le chapitre montréalais du Mouvement de la jeunesse palestinienne, un mouvement transnational, indépendant et populaire de jeunes Palestiniens qui se consacrent à la libération de leur patrie et de leur peuple, soutenu par Palestiniens et Juifs unis (PAJU), Montréal 4 Palestine et Solidarité pour les droits humains palestiniens (SPHR) des universités Concordia et McGill.

Une personne qui a pris la parole lors du rassemblement a souligné que depuis 2015, le Canada a exporté pour 57 millions de dollars d'armes à Israël et pour 60 millions de dollars de composants de bombes, et qu'en 2021 seulement, le Canada a exporté pour 20 millions de dollars de biens militaires. « Les roquettes qui tombent [...] sont tirées par Israël, oui, mais elles sont offertes sur un plateau d'argent par notre gouvernement. Il est temps que le Canada mette fin à sa complicité avec le régime d'apartheid d'Israël. »



Les noms et l'âge des plus récents martyrs et héros de Gaza – dont 16 enfants – tués par les forces d'occupation israéliennes durant les frappes aériennes depuis le 5 août, et les trois jeunes martyrs tués à Naplouse le lendemain de l'entrée en vigueur du « cessez-le-feu », ont été lus à haute voix pendant que la foule écoutait en silence.

Les participants ont ensuite défilé bruyamment le long de la rue Sainte-Catherine jusqu'au consulat d'Israël. À plusieurs reprises et avec détermination, ils ont crié : « La Palestine vivra, la Palestine gagnera »; « Gaza libre, libre, Palestine libre »; « Boycottons Israël, boycottons les criminels »; « Nous exigeons que justice soit faite, pas de paix sur les terres volées »; « Canada : Boycottes Israël ! »



La rue commerçante très fréquentée était bondée de monde en cette soirée d'été et beaucoup, dans les restaurants et sur les terrasses, prenaient des photos et faisaient des signes de soutien, certains se sont joints aux manifestants.

Alors que la marche se terminait devant le consulat israélien, bouclée par la police qui en interdisait l'accès, des photos des récents martyrs de Gaza et de Naplouse étaient projetées sur le mur du bâtiment abritant le consulat, accompagnées de vignettes indiquant « Intifada », « Unité de tous les fronts », « À notre résistance » et autres.



Des orateurs ont pris la parole pour dénoncer le rôle du consulat israélien et des représentants du gouvernement canadien dans le soutien matériel et financier des crimes commis par l'État israélien contre le peuple palestinien. La foule a crié « Coupable ! » sur tous les points.

L'une des dernières à prendre la parole, une étudiante de l'Université McGill, a rappelé à tous les participants les tentatives de l'administration de McGill de faire pression sur l'Association étudiante de l'Université McGill (AÉUM) pour qu'elle revienne sur sa politique de solidarité avec la Palestine, approuvée par 71 % des étudiants de premier cycle lors du référendum de l'hiver 2022. L'administration a menacé l'AÉUM de lui retirer la perception des frais afférents qui servent à financer les activités de l'AÉUM si elle mettait en oeuvre sa politique de solidarité avec la Palestine.

Le 27 juillet, l'organisation B'nai Brith a annoncé qu'elle finançait la poursuite par un étudiant de l'Université McGill contre l'administration de McGill, l'AÉUM et Solidarité pour les droits humains palestiniens de McGill. Dans un récent communiqué, B'nai Brith a déclaré que les membres de l'AÉUM ont approuvé un document accusant Israël d'apartheid contre les Palestiniens et se sont engagés à boycotter les entités « complices ».

Le rassemblement s'est terminé par d'autres discours et une vigile à la chandelle en hommage à tous les martyrs palestiniens tués par les forces d'occupation israéliennes.

Malgré les tentatives impitoyables de briser l'esprit de résistance collective des Palestiniens, cette dernière guerre a été baptisée « L'unité de tous les fronts », les participants jurant de poursuivre la lutte jusqu'à la libération totale et le retour.

Ottawa

Des centaines de personnes – un grand nombre de jeunes, y compris de jeunes enfants accompagnés de leurs parents – se sont rassemblées au Monument des droits de la personne à Ottawa le 10 août, en réponse à l'appel de l'Association des Canadiens arabes palestiniens, du Mouvement de la jeunesse palestinienne, de Samidoun et des Étudiants de Carleton pour la justice.

Les noms des 16 enfants et jeunes qui ont été tués par la brutale frappe aérienne israélienne ont été lus à haute voix. Certains de ces enfants et jeunes étaient simplement assis paisiblement dans un parc.



Ce sont :

Jamil Najm al-Deen Naijm
 Alaa Abdullah Riyad Qaddoum
 Momen al-Nairab
 Haneen Abu Qaida
 Ahmed Yasser Nimr al-Nabaheen
 Hazem Salem
 Ahmad al-Nairab
 Jamil Ihab Najim
 Muhammad Yasser Nimr al-Nabahin
 Dalia Yasser Nimr al-Nabaheen
 Mohammed Hassouna
 Hamed Haider Najim
 Nazmi Fayez Abu Karsh
 Ahmed Walid al-Farram
 Mohammed Salah Naijm
 Khalil Abu Hamada

Le soutien à la lutte du peuple palestinien pour la libération et la justice, et son droit inconditionnel à résister à la violence de l'occupant étaient au cœur de chaque intervention, et ont été salués par un tonnerre d'applaudissements des personnes présentes.

Parmi les demandes formulées, citons : Mettre fin à l'Accord de libre-échange Canada-Israël ainsi qu'à toutes les ventes d'armes à Israël; Israël doit mettre fin au blocus illégal de la bande de Gaza; et les États-Unis, le Canada et l'Union européenne doivent cesser de fournir un soutien militaire, politique et économique à l'État sioniste. Ce soutien est entièrement responsable de l'occupation sioniste, fournissant à Israël, entre autres, l'armement utilisé pour tuer le peuple palestinien, y compris les enfants, et permettre à la Nakba – en cours depuis 75 ans – de se poursuivre. La libération de tous les prisonniers palestiniens a également été demandée, y compris Khalil Awawdeh, père de quatre enfants, qui fait une grève de la faim depuis plus de 150 jours et est toujours détenu.





D'autres points importants ont été soulevés, comme le fait que les cessez-le-feu ne signifient pas grand-chose pour les forces d'occupation israéliennes et qu'il faut rester vigilant pour veiller à ce que les résultats de la lutte désintéressée et sacrifiée de la Résistance palestinienne continuent d'être maintenus. Plusieurs rabbins ont fait le voyage de New York pour se joindre à la manifestation et exprimer leur soutien total au peuple palestinien. Ils se sont opposés au sionisme et à l'État sioniste qui va à l'encontre de tous les principes du judaïsme, ont-ils dit. Ils ont appelé au démantèlement de l'État sioniste.

Les manifestants ont remonté la rue Elgin en criant « Viva, Viva, Palestina ! Pour nous, exister c'est résister ! » Ils ont dénoncé l'agression et l'occupation sionistes ainsi que l'apaisement et la complicité du gouvernement canadien à chaque étape de la marche.

Les marcheurs sont passés devant le bureau du premier ministre, puis ont traversé le marché Byward, où de grands groupes de personnes se sont rassemblés, avant de se diriger vers l'ambassade d'Israël. Les automobilistes et les passants ont exprimé leur soutien de diverses manières.

Windsor



Le soir du 11 août, environ 70 personnes se sont rassemblées sur le bord de la rivière au centre-ville de Windsor pour rendre hommage aux 46 personnes, dont 16 enfants, tuées du 5 au 7 août par les bombardements « préventifs » d'Israël sur des zones résidentielles densément peuplées de Gaza. Ils ont condamné ce dernier acte criminel de la puissance occupante.

Les organisateurs du Windsor Palestinian Solidarity Group et la grande majorité des personnes présentes étaient des jeunes, rejoints par d'autres personnes de tous âges, avec une forte présence de femmes et d'enfants. Beaucoup portaient des drapeaux palestiniens et portaient des keffieh et autres vêtements traditionnels palestiniens.

Lors de l'ouverture du rassemblement, deux orateurs ont dénoncé le meurtre gratuit par Israël d'enfants palestiniens et d'autres civils lors des attaques qu'il mène régulièrement en toute impunité, en particulier dans la bande de Gaza assiégée et soumise à un blocus, en prétendant faussement agir en état de légitime défense. Ils ont souligné l'importance d'informer les voisins et les amis, en personne et par le biais des médias sociaux, de ces crimes continus – des violations du droit international et des droits du peuple palestinien.



Il est plus nécessaire que jamais, ont-ils souligné, de s'exprimer pour que ces atrocités soient connues, car les grands médias ne rapportent pas la vérité et les plateformes de médias sociaux où les gens publient des informations sur les droits des Palestiniens sont supprimées.

Le rassemblement a été suivi d'une marche animée dans les rues du centre-ville de Windsor jusqu'à l'hôtel de ville et retour au point de départ. Les manifestants ont crié des slogans, attirant l'attention et les gestes de soutien des passants et des personnes profitant de la soirée sur les terrasses extérieures le long du parcours. Certains des slogans étaient : « Free Free Palestine !; Israel Out of Gaza ! »; « 2, 4, 6, 8, Israel Is an Apartheid State ! »; et « Resistance Is Justified Where People Are Occupied ! »





De retour au bord de la rivière, une vigile solennelle à la chandelle a été organisée pour les 46 martyrs et leurs noms et âges ont été lus. Beaucoup se sont attardés pour discuter avec des amis, anciens et nouveaux, de la nécessité de demander des comptes au Canada pour avoir continué à camoufler les crimes de l'État israélien au lieu de les condamner. Ils ont également parlé de ce qu'il faut faire à propos du rôle que joue le Canada en soutenant le dangereux bellicisme et le rôle de fauteur de troubles des États-Unis dans d'autres parties du monde.

Vancouver





Toronto



Un rassemblement d'urgence à Toronto le 13 août a été organisé par le Mouvement de la jeunesse palestinienne et ses alliés pour condamner la plus récente agression sioniste et le bombardement aérien de Gaza. L'action, qui fait partie des actions en cours au Canada et dans le monde entier pour soutenir le peuple palestinien, s'est tenue en face du consulat américain. Elle rendait également hommage au martyr des résistants Ibrahim al-Nabulsi et Islam Sabouh, et soulignait que leurs vies héroïques resteront gravées dans la lutte continue du peuple palestinien jusqu'à ce que la Palestine soit libre. L'esprit général du rassemblement, que les jeunes ont particulièrement illustré, était de défier l'État sioniste d'Israël et ses tentatives brutales d'éteindre le droit d'exister du peuple palestinien.



Les participants à l'action ont dénoncé le financement depuis des décennies du projet colonial sioniste dans la Palestine historique par les impérialistes américains. Les orateurs ont souligné que les milliards de dollars que les États-Unis donnent à Israël, ainsi que l'aide militaire, sont ce

qui maintient l'État sioniste à flot et finance la violence continue, la terreur et le génocide contre le peuple palestinien.

Les orateurs ont également dénoncé le financement et l'armement par le Canada de l'armée israélienne qui commet des crimes de guerre contre le peuple palestinien, ainsi que le silence et la lâcheté des politiciens en place au Parlement, et ont demandé qu'ils s'expriment au lieu de blanchir les crimes israéliens contre le peuple palestinien.

Un autre point important soulevé était la tentative du gouvernement canadien et des institutions postsecondaires de faire taire les membres du corps professoral et les étudiants qui soutiennent la juste cause du peuple palestinien. Un intervenant de l'Association des étudiants palestiniens de l'Université de Toronto, campus de Mississauga, a souligné que les étudiants et les universitaires ont le droit de parler selon leur conscience et de défendre la vérité de la lutte du peuple palestinien, et que rien ne les empêchera d'affirmer ce droit.

Au cours de l'action, des slogans militants ont été scandés en anglais et en arabe, affirmant le droit du peuple palestinien de résister à l'occupation, son droit à l'autodétermination et son héroïsme.

Les noms des personnes tuées à Gaza lors de la dernière attaque militaire israélienne ont été lus et une minute de silence a été observée en leur mémoire. Des roses blanches ont été placées sur la scène à côté de leurs noms et certains des participants ont écrit des messages de solidarité et de soutien au peuple palestinien.

L'action s'est terminée avec une représentante du Mouvement de la jeunesse palestinienne qui a affirmé qu'ils continueront à organiser et à dénoncer les crimes commis par Israël contre le peuple palestinien, en grande partie désarmé. Elle a exprimé sa confiance dans le fait que, malgré les crimes les plus odieux et la brutalité dont ils sont victimes, la cause du peuple palestinien est juste et bénéficie d'un large soutien au Canada et dans le monde. Elle a également réitéré qu'en tant que Canadiens de nationalité palestinienne, ils continueront à se tenir aux côtés de leurs amis et de leurs familles à Gaza et ailleurs et à soutenir leur résistance organisée pour affirmer leur droit d'être, leur droit à leur patrie historique, leur dignité et leurs droits nationaux en tant que peuple. Elle a remercié tous les participants et les a appelés à continuer à s'exprimer en faveur du peuple palestinien.





(Photos : LML, R. Walton, Mouvement de la jeunesse palestinienne, Michael YC)

Les participants aux actions internationales se tiennent aux côtés de Gaza contre les bombardements israéliens

Palestine



Israël



Tel Aviv, devant l'hôpital où le gréviste de la faim Awawdeh est un patient, pour demander sa libération

Irlande





Angleterre



France



Espagne



Allemagne



Autriche



Suède



Iran



Maroc



Mont Kilimanjaro, Tanzanie; Cachemire



Indonésie



Nouvelle-Zélande



Australie



Chili



États-Unis





Destruction criminelle israélienne à Gaza août 2022







(Photos: Wafa, Days of Palestine, S. Hassan, Shamrock Supers 1, I. Jezek, pCU Updates, Fatimaal, Khawaji Danish, OSPUC, M. Smiry)

(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

[PDF](#)

[NUMÉROS PRÉCÉDENTS](#) | [ACCUEIL](#)

www.pccml.ca • redaction@cpcml.ca